

Bonjour Madame,

Depuis trois semaines, la France est dans une situation particulièrement préoccupante et dangereuse. Je suis régulièrement au contact de plusieurs groupes de « gilets jaunes », dont vous faites peut-être partie, organisés dans la deuxième circonscription, que ce soit à ma permanence parlementaire ou sur le terrain. Lors de ces rencontres, je croise des personnes de toutes conditions, de toutes origines, de tout statut social dont la principale préoccupation est la hausse du pouvoir d'achat.

Je rappelle que les actes de violences qui ont accompagné les manifestations pacifistes sont inacceptables. Néanmoins, le désespoir perdure pour nombre de Français qui ne croient plus en l'avenir, ni à court, ni à moyen terme.

Il est important que le Président de la République Française, écoute et réponde à plusieurs de vos attentes légitimes. Le Général de Gaulle l'a fait en 1968, le chef d'Etat, quel qu'il soit aujourd'hui, doit pouvoir le faire.

Il n'est pas acceptable que de plus en plus de Français ne puissent plus vivre décemment. Il est important de mettre en place des mesures qui redonnent immédiatement du pouvoir d'achat à nos concitoyens : une augmentation des salaires compensée intégralement par une baisse des charges pour les entreprises, une indexation des pensions de retraites sur le coût de la vie, une suppression de la CSG pour les retraités qui ont cotisé durant de nombreuses années et qui aujourd'hui n'arrivent plus à finir leur mois... Dans tous les cas, il faut revenir à un principe simple que nous avons connu il y a quelques années qui veut que le travail paye, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui pour une grande majorité de Français. Il faut également dès maintenant tout mettre en place pour faire en sorte que les entreprises fonctionnent normalement ce qui n'est pas toujours évident actuellement sur notre territoire.

Le Premier ministre a annoncé le mardi 4 décembre des mesures. C'est un premier pas, mais cela ne va pas assez loin. Il faut engager immédiatement des états généraux de la fiscalité et du pouvoir d'achat et afin de donner toute légitimité à cette action, le 1<sup>er</sup> Ministre, ayant échoué dans sa politique menée depuis un an et demi est décrédibilisé, il ne peut lui-même diriger ces états généraux. Il est important de nommer un nouveau 1<sup>er</sup> Ministre qui aura pour mission de redonner confiance aux Français. Ces Français ne demandent qu'à croire en leur gouvernement, mais pour cela il faut les écouter, il faut vous écouter.

Vous me demandez d'activer l'article 68 de la Constitution qui permet la destitution du Président de la République. Malheureusement à ce jour, une telle demande n'a aucune chance d'aboutir.

La situation actuelle est plus que tendue et extrêmement inquiétante et c'est tout le peuple de France qui doute et manifeste, or « nul ne peut gouverner contre le peuple ».

Bien à vous

Jean-Claude BOUCHET

Député de Vaucluse